

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par André HUET	75
---	----

Conflit de juridictions

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Compétence judiciaire. — Articles 6-1 ^o (pluralité de défendeurs) et 17 (clause attributive de juridiction). — 1) Clause inapplicable si les demandes sont indivisibles. — 2) Extension de la clause attribuant compétence aux tribunaux anglais signée par un défendeur à des codéfendeurs domiciliés en France qui ne l'ont pas souscrite (non) (Cass. 1 ^{re} civ., 5 janv. 1999, <i>Sté Sony UK limited et autres c/ Sté Transports LM Chauchard et autres</i> . — 2 mars 1999, <i>Sté Ammerlaan Agro Projection c/ Entreprise Les Serres de Cosquerou et Morin</i>)	75
--	----

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Compétence judiciaire. — Article 13. — Contrat de prêt immobilier conclu par un consommateur (CA Colmar, 1 ^{re} ch. civ., sect. B, 24 févr. 1999, (2 arrêts), <i>Goepfert c/ Commerzbank AG et autres. Association UFCS et autres c/ Commerzbank AG et autres</i>)	79
--	----

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Mesures provisoires et conservatoires. — Référé-provision. — Conditions d'application de l'article 24 (Cass. 1 ^{re} civ., 13 avr. 1999, <i>Belbetoes Fundacoes e Betoés Especiais LDA c/ Sté Bachy</i>)	83
---	----

Droit commun. — Opposabilité au destinataire d'une marchandise de la clause de juridiction insérée dans un connaissance. — Application de la loi régissant le contrat de transport maritime (CA Paris, 5 ^e ch. A, 9 sept. 1999, <i>Navire Bonastar II</i>)	85
--	----

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (ANNEE 1999), par Emmanuel DECAUX, Paul TAVERNIER et Hervé ASCENCIO, Olivier BACHELET, Sandrine BARBIER, Mikaël BENILLOUCHE, Jérôme BENZIMRA-HAZAN, Lucile COUTURIER-BOURDINIÈRE, Edouard DELAPLACE, Marina EUDES, Olivier DE FROUVILLE, Alexis GUEDJ, Philippe GUILLOT, Delphine LECLERCQ-DELAPIERRE, Véronique LEGRAND, Sylvie RESTEN-COURT	89
---	----

Absence de l'accusé aux débats

Droit d'avoir l'assistance d'un défenseur. — Article 6, paragraphes 1 et 3 c. (CEDH, 21 janv. 1999, <i>Van Geyseghem c/ Belgique</i>)	94
--	----

Actes de torture dans un commissariat de police

Définition de la torture. — Devoir de diligence particulière des autorités. — Inopposabilité de la condition d'épuisement des voies de recours internes. — Article 3. — Durée déraisonnable de la procédure. — Article 6, paragraphe 1 (CEDH, 28 juill. 1999, <i>Selmouni c/ France</i>)	118
---	-----

Rétroactivité de la loi et équité de la procédure													
Intervention du législateur dans les affaires pendantes. — Loi déclarée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel. — Durée de la procédure. — Article 6 paragraphe 1 (CEDH, 28 oct. 1999, <i>Zielinski et Pradal & Gonzalez et autres c/ France</i>)	129												
Statut de la religion musulmane en Grèce													
Désignation d'un nouveau mufti. — Liberté de religion et pluralisme. — Article 9 (CEDH, 14 déc. 1999, <i>Serif c/ Grèce</i>)	141												
Vie privée et familiale													
Adoption d'un enfant. — Droit de la mère biologique. — Article 8. — Durée de la procédure. — Article 6, paragraphe 1 (CEDH, 16 nov. 1999, <i>E.P. c/ Italie</i>)	136												
Violation du droit à la vie													
Recours à la force disproportionnée et donc non absolument nécessaire. — Article 2, paragraphe 2. — Absence d'enquête efficace. — Article 2. — Satisfaction équitable. — Article 41 (CEDH, 20 mai 1999, <i>Ogur c/ Turquie</i>)	111												
CHRONIQUE DES SENTENCES ARBITRALES DU CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI), par Emmanuel GAILLARD													
	149												
Compétence du Centre													
Consentement de l'Etat. — Loi albanaise sur la protection des investissements étrangers. — Applicabilité (oui). — Traité bilatéral entre l'Albanie et la Grèce sur la protection des investissements. — Applicabilité (non) (<i>Décision sur la compétence du 24 décembre 1996, Tradex Hellas SA c/ République d'Albanie</i>)	151												
Investissements étrangers													
Expropriation. — Notion. — Preuve. — Imputabilité à l'Etat des mesures hostiles à l'investissement (non) (<i>Sentence du 29 avril 1999, Tradex Hellas c/ République d'Albanie</i>)	161												
Documents													
19 SET. 2000													
<table border="1" style="width: 100px; height: 100px; margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td style="text-align: center;">T</td> <td style="text-align: center;">D</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">S</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">E</td> <td style="text-align: center;">T</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">S</td> <td style="text-align: center;">E</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">T</td> <td style="text-align: center;">S</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">E</td> <td style="text-align: center;">T</td> </tr> </table>		T	D	C	S	E	T	S	E	T	S	E	T
T	D												
C	S												
E	T												
S	E												
T	S												
E	T												
TEXTES ET TRAITÉS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES													
Commission													
Règlement intérieur de la Commission [C(1999) 4000] du 18 septembre 1999 (<i>JOCE n° L. 252, 25 sept. 1999</i>)	177												
BIBLIOGRAPHIE ET REVUE DES REVUES	185												
INFORMATIONS	201												

Liberté d'expression et liberté d'association

- Articles 10 et 11. — Liberté du débat politique. — Interdiction pour des policiers d'adhérer à un parti politique (*CEDH, 20 mai 1999, Rekvényi c/ Hongrie*) 110

Obligation de mise en état

- Pourvoi en cassation. — Droit d'accès à un tribunal. — Article 6, paragraphe 1 (*CEDH, 14 déc. 1999, Khalfaoui c/ France*) 143

Permis de conduire

- Retrait immédiat. — Article 6, paragraphe 1. — Applicabilité. — Accusation en matière pénale (*CEDH, 28 oct. 1999, Escoubet c/ Belgique*) 128

Perte de la capacité légale

- Lutte pour retrouver son statut légal. — Durée de procédure. — Article 6, paragraphe 1. — Examens psychiatriques exécutés de force. — Vie privée. — Article 8 (*CEDH, 5 juill. 1999, Matter c/ Slovaquie*) 112

Plainte avec constitution de partie civile

- Délai raisonnable. — Article 6, paragraphe 1. — Applicabilité. — Droits et obligations de caractère civil. — Frais et dépens (*CEDH, 26 oct. 1999, Maini c/ France*) 125

Privation de liberté

- Article 5, paragraphe 3. — Exception préliminaire. — Droit d'accès effectif à un tribunal. — Article 41. — Satisfaction équitable (*CEDH, 29 avr. 1999, Aquilina c/ Malte*) 107
- Détention illégale. — Participation des autorités policières. — Article 5, paragraphe 1 (*CEDH, 14 oct. 1999, Riera Blume et autres c/ Espagne*) 124

Procédure disciplinaire devant des instances ordinales

- Absence de publicité devant la chambre régionale de discipline et la chambre supérieure de discipline de l'Ordre des vétérinaires. — Article 6, paragraphe 1. — Octroi d'une indemnité pour dommage matériel. — Article 41 (*CEDH, 14 sept. 1999, Serre c/ France*) 120

Requalification des faits par la juridiction de jugement d'appel

- Article 6, paragraphe 1 et 3. — Saisine *in rem* des juridictions de jugement. — Droits de la défense. — Article 6, paragraphe 1 — Délai raisonnable (*CEDH, 25 mars 1999, Pélissier et Sassi c/ France*) 104

TABLE TRIMESTRIELLE

2000 (127^e année). — Janvier, février, mars

Doctrine

<i>In Memoriam</i> Jean SCHAPIRA, Jean-Bernard BLAISE, Charles LEBEN	5
L'Euro vu de l'extérieur : une monnaie. Entre puissance et incertitudes, par Jean-Marc SOREL	7
La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Examen des procédures constitutionnelles permettant à la France de devenir partie, par Roger PINTO	35

Jurisprudence

BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANCAISE, par Michel COSNARD, Philippe KAHN, Elisabeth POISSON-DROCOURT	45
---	----

Adoption

Adoption plénière. — Enfant vietnamien. — Intermédiaire non autorisé. — Consentement de la mère biologique. — Avis négatif du Parquet. — Conséquences (CA Versailles, 1 ^{er} juill. 1999, Procureur de la République c/ B. et M. O.)	55
---	----

Arbitrage

Sentences arbitrales. — Exequatur. — Succession d'Etats. — Contrat de vente. — Société étrangère vendeuse restructurée. — Qualité pour agir. — Clause compromissoire. — Institution d'arbitrage modifiée. — Continuité (CA Paris, 1 ^{re} ch., C, 25 mars 1999, SA Caviar Petrossian c/ Sté OAO Vneshintorg)	66
--	----

Immunité d'exécution

Irak. — Possibilité d'invoquer. — Résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. — Emanation (Cass. 1 ^{re} civ., 15 juill. 1999, Dumez GTM c/ Etat irakien)	45
---	----

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874
par
EDOUARD CLUNET

Continué
de 1923 à 1948
par
ANDRE PRUDHOMME

de 1950 à 1993
par
BERTHOLD GOLDMAN

Directeur :
PHILIPPE KAHN

Sous le haut patronage de

J. BÉGUIN, J.-D. BREDIN, J. DEHAUSSY
P. DRAI, M. GAUDET, J. LEMONTEY, M. LONG,
M. MARTIN, R. PINTO, A. PLANTEY, S. ROZÈS,
J. VASSOGNE, P. WEIL



EDITIONS DU
JURIS-CLASSEUR

141, rue de Javel
75747 PARIS Cedex 15

2000

Journal publié avec le concours du CNRS

Agent public contractuel de l'Etat (coopération)

- Participation à l'exercice de la puissance publique. — Critère fonctionnel. — Applicabilité de l'article 6, paragraphe 1 (CEDH, 8 déc. 1999, *Pellegrin c/ France*) 139

Condamnation pénale de mineurs

- Procès public devant un tribunal ordinaire. — Responsabilité pénale d'un enfant de 10 ans. — Article 3. — Déroulement du procès. — Article 6, paragraphe 1. — Durée indéterminée de la sentence. — Article 3. — Détermination de la sentence par le ministre de l'Intérieur. — Articles 6, paragraphe 1 et 5, paragraphe 4 (CEDH, 16 déc. 1999, *T. c/ Royaume-Uni*. — 16 déc. 1999, *V. c/ Royaume-Uni*) 145

Disparition forcée

- Droit à la vie. — Article 2. — Torture ou peines ou traitements inhumains ou dégradants. — Article 3 (CEDH, 8 juill. 1999, *Cakici c/ Turquie*) 116

Droit à des élections libres

- Elections au Parlement européen. — Notion de corps législatif. — Article 3 du Protocole I. — Cas de Gibraltar. — Territoire dont un Etat assure les relations internationales. — Nécessités locales. — Article 56 (CEDH, 18 févr. 1999, *Matthews c/ Royaume-Uni*) 97

Droit à un tribunal

- Annulation d'un jugement définitif. — Article 6, paragraphe 1. — Décret de nationalisation. — Privation de propriété. — Absence d'utilité publique. — Rupture du juste équilibre. — Article 1 du Protocole n° 1 (CEDH, 28 oct. 1999, *Brumarescu c/ Roumanie*) 127

Droit de propriété

- Article 1 du Protocole n° 81. — Incompatibilité de la loi Verdeille. — Discrimination fondée sur la taille de la propriété. — Article 14. — Liberté négative d'association. — Article 11 (CEDH, 29 avr. 1999, *Chassagnou et autres c/ France*) 105

Durée excessive d'une détention provisoire

- Terrorisme. — Article 5, paragraphe 3 (CEDH, 9 nov. 1999, *Debboub alias Hussein Ali c/ France*) 133

Eloignement des étrangers

- Immigré de la deuxième génération. — Interdiction du territoire national pour dix ans. — Condamnation pour trafic de drogues. — Atteinte à la vie privée et familiale. — Article 8 (CEDH, 30 nov. 1999, *Baghli c/ France*) 137

Epuisement des voies de recours internes

- Article 35, paragraphe 1. — Pourvoi en cassation. — Détention provisoire. — Article 5, paragraphe 3 (*CEDH, 28 sept. 1999, Civet c/ France*) 123

Homosexualité

- Forces armées. — Révocation des homosexuels. — Respect de la vie privée. — Article 8. — Droit à un recours effectif. — Article 13. — Traitement dégradant. — Article 3. — Liberté d'expression. — Article 10 (*CEDH, 27 sept. 1999, Lustig-Prean et Beckett c/ Royaume-Uni. — Smith et Grady c/ Royaume-Uni*) 121

Immunité de juridiction de l'Agence spatiale européenne

- Droit d'accès à un tribunal. — Article 6 paragraphe 1 (*CEDH, 18 févr. 1999, Beer et Regan c/ Allemagne et Waite et Kennedy c/ Allemagne*) 102

Liberté de religion

- Exercice d'un droit politique fondamental subordonné à l'obligation de prêter serment sur les Evangiles. — Article 9 (*CEDH, 18 févr. 1999, Buscarini et autres c/ Saint-Marin*) 96

Liberté d'expression

- Article 10. — Contrôle de la justification de l'ingérence. — Article 10, paragraphe 2 (*CEDH, 8 juill. 1999, Sürek c/ Turquie (n° 1). — 8 juill. 1999, Sürek c/ Turquie (n° 2). — 8 juill. 1999, Sürek c/ Turquie n° 3). — 8 juill. 1999, Sürek c/ Turquie (n° 4). — 8 juill. 1999, Okçuoglu c/ Turquie. — 8 juill. 1999, Erdogan et Ince c/ Turquie. — 8 juillet 1999, Ceylan c/ Turquie. — 8 juill. 1999, Polat c/ Turquie. — 8 juill. 1999, Karatas c/ Turquie. — 8 juill. 1999, Gerger c/ Turquie. — 8 juill. 1999, Arslan c/ Turquie. — 8 juill. 1999, Baskaya et Okcuoglu c/ Turquie. — 8 juill. 1999, Sürek et Ozdemir c/ Turquie. — 28 sept. 1999, Oztürk c/ Turquie. — 8 déc. 1999, Affaire du parti de la liberté et de la démocratie (OZDEP) c/ Turquie*) 114

- Article 10. — Liberté de la presse. — Protection des droits d'autrui. — Contrôle européen. (*CEDH, 20 mai 1999, Bladet Tromso et Stensaas c/ Norvège*) 108

- Article 10. — Marge d'appréciation. — Abus d'autorité. — Non-violation (*CEDH, 21 janv. 1999, Janowski c/ Pologne*) 93

- Article 10. — Protection du secret fiscal. — Marge d'appréciation. — Droit à l'information. — Violation (*CEDH, 21 janv. 1999, Fressoz et Roire c/ France*) 91

Liberté d'expression d'un membre de l'ordre judiciaire

- Acte étatique constitutif d'une ingérence. — Droits et responsabilités des fonctionnaires. — Article 10, paragraphe 2. — Droit à un recours effectif. — Article 13 (*CEDH, 28 oct. 1999, Wille c/ Liechtenstein*) 132

